

## INTRODUCTION. ENVIRONNEMENT, CLIMAT, DÉFENSE ET SÉCURITÉ : UN AGENDA EN TRANSFORMATION

[Adrien Estève](#), [Lucile Maertens](#)

Presses de Sciences Po | « [Les Champs de Mars](#) »

2020/2 N° 35 | pages 11 à 26

ISSN 1253-1871

ISBN 9782724636291

DOI 10.3917/lcdm.035.0011

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-les-champs-de-mars-2020-2-page-11.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# DOSSIER

# ENVIRONNEMENT ET DÉFENSE

Dirigé par Adrien ESTÈVE et Lucile MAERTENS



# INTRODUCTION

## ENVIRONNEMENT, CLIMAT, DÉFENSE ET SÉCURITÉ : UN AGENDA EN TRANSFORMATION

Adrien ESTÈVE et Lucile MAERTENS

Le 13 décembre 2021, le Conseil de sécurité des Nations unies organise son troisième débat de l'année sur les implications sécuritaires du changement climatique. Plus de 120 États membres de l'ONU soutiennent alors un projet de résolution visant à institutionnaliser durablement la question climatique à l'agenda du Conseil de sécurité. En dépit de l'échec de cette résolution<sup>1</sup>, les discussions qui se tiennent au sein de l'arène onusienne depuis 2007<sup>2</sup> montrent l'intérêt que suscitent les effets des enjeux environnementaux sur la sécurité au niveau international et ses potentiels impacts pour le monde de la défense. Alors que le sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), publié le 28 février 2022, souligne que les événements climatiques extrêmes seront plus fréquents et intenses<sup>3</sup>, le changement climatique a déjà des effets concrets sur les terrains d'intervention, avec des interactions complexes entre dynamiques sociales, économiques et environnementales dans l'émergence de tensions politiques, voire de conflits violents.

En introduction de ce numéro spécial consacré aux enjeux d'environnement et de défense, il convient de rappeler que les conditions environnementales et climatiques constituent des éléments intemporels de la stratégie militaire. Les questions de topographie des sites et d'accès aux

1. La résolution n'a finalement pas été adoptée en raison du veto de la Russie – l'Inde s'y est également opposée et la Chine s'est abstenue. Conseil de sécurité des Nations unies, S/PV.8926, compilation des interventions lors du débat du 13 décembre 2021 ; Conseil de sécurité des Nations unies, S/2021/990, résolution soumise au vote et non adoptée.

2. Lucile Maertens, « Climatizing the UN Security Council », *International Politics*, 58 (4), 2021, p. 640-660 ; Lucile Maertens, « Un enjeu de sécurité internationale ? Les débats au Conseil de sécurité des Nations unies », dans Nicolas Regaud, Bastien Alex et François Gémenne (dir.), *La guerre chaude. Enjeux géostratégiques du changement climatique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2022, p. 223-237.

3. Groupe II du GIEC, « Climate Change 2022 : Impacts, Adaptation and Vulnerability », deuxième partie du sixième rapport d'évaluation, 28 février 2022, disponible via <https://www.ipcc.ch/report/sixth-assessment-report-working-group-ii/>.

ressources vitales<sup>4</sup> ou encore le rôle des circonstances météorologiques dans le déroulement des batailles<sup>5</sup> montrent les liens historiques entre actions militaires et environnement. De même, des recherches scientifiques et militaires ont depuis longtemps tenté d'utiliser la nature comme arme, contribuant, par ailleurs, au développement d'un discours catastrophiste sur l'environnement<sup>6</sup>. Cependant, si les préoccupations militaires en matière d'environnement et de climat ne sont pas récentes, nous observons un renouvellement de cet intérêt à partir de la fin de la guerre froide, dans un contexte marqué par d'importantes réformes organisationnelles du secteur de la défense<sup>7</sup> et de nouveaux impératifs de transition écologique. À partir des années 1980, et de manière croissante dans les années 1990, les réflexions des états-majors et des administrations centrales en matière d'environnement, aux États-Unis et au Royaume-Uni en particulier, se sont multipliées<sup>8</sup>. Plus récemment, les stratégies nationales militaires de développement durable<sup>9</sup>, le développement de la géostratégie de l'environnement<sup>10</sup> ou les tentatives d'anticipation des risques climatiques<sup>11</sup> témoignent d'une intensification de l'appropriation de l'environnement et du climat par le monde de la défense.

4. Richard Schneider, « Contributions of Environmental Studies to Security », dans Martin Gill (dir.), *The Handbook of Security*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2006, p. 91-117.

5. Pierre Pagny, *Le climat, la bataille et la guerre : des conflits limités aux conflits planétaires*, Paris, L'Harmattan, 2008.

6. Voir par exemple David Zierler, *The Invention of Ecocide : Agent Orange, Vietnam, and the Scientists who Changed the Way We Think about the Environment*, Athens, University of Georgia Press, 2011 ; Jacob D. Hamblin, *Arming Mother Nature : The Birth of Catastrophic Environmentalism*, Oxford, Oxford University Press, 2013.

7. Gerald Thomas, « US Environmental Security Policy : Broad Concern or Narrow Interests », *Journal of Environment & Development*, 6 (4), 1997, p. 397-425.

8. Stephen Dycus, *National Defense and the Environment*, Hanover, N. H., University Press of New England, 1996 ; Robert F. Durant, *The Greening of the US Military : Environmental Policy, National Security, and Organizational Change*, Washington (DC), Georgetown University Press, 2007 ; Michael Brzoska, « Climate Change and the Military in China, Russia, the United Kingdom, and the United States », *Bulletin of the Atomic Scientists*, 68 (2), 2012, p. 43-54.

9. Joseph G. Garrett III, « The Army and the Environment : Environmental Considerations during Army Operations », *International Law Studies*, 69 (1), 1996, p. 42-56 ; Philippe Boulanger, « Du bon usage de l'environnement par les armées. Le début des stratégies nationales militaires de développement durable », *Cahiers de géographie du Québec*, 54 (152), 2010, p. 313-336 ; Sarah Light, « The Military-Environmental Complex », *Boston College Law Review*, 55 (3), 2014, p. 879-946.

10. Jean Coulloume-Labarthe, « Nouvelles conflictualités et défense moderne : l'approche globale », *Raisons politiques*, 4 (32), 2008, p. 95-107 ; Philippe Boulanger, *Géographie militaire et géostratégie : enjeux et crises du monde contemporain*, Paris, Armand Colin, 2011.

11. Pierre Pagny, « Stratégies militaires et climats », *Hérodote*, 1 (140), 2011, p. 65-80 ; Jürgen Scheffran, Michael Brzoska, Hans Günther Brauch, Peter M. Link et Janpeter Schilling (dir.), *Climate Change, Human Security and Violent Conflict : Challenges for Societal Stability*, Londres, Springer, 2012.

S'adressant tant à une audience académique qu'au secteur de la défense, ce numéro spécial revient sur cet agenda qui n'est certes pas inédit mais en transformation, notamment en raison des évolutions récentes de la crise environnementale et climatique mondiale. Il dresse un bilan d'une littérature foisonnante tout en valorisant les dernières études menées dans la recherche francophone. Il s'appuie en particulier sur le groupe de travail « Environnement et climat » de l'Association pour les études sur la guerre et la stratégie (AEGES)<sup>12</sup> qui propose un espace de dialogue interdisciplinaire, contribuant à l'exploration des aspects environnementaux des questions de défense. Plus précisément, ce numéro s'articule autour d'un double questionnement visant à mettre en miroir les effets des questions environnementales sur les pratiques militaires et l'influence du monde de la défense sur l'environnement.

Pour cela, le numéro spécial réunit une série de six articles académiques et un forum comprenant des entrées plus courtes orientées sur les pratiques en matière de sécurité environnementale et climatique. Plusieurs espaces nationaux sont tout d'abord explorés. Adrien Estève nous plonge dans les politiques de défense des États-Unis révélant l'émergence dès les années 1970 de travaux pionniers sur l'environnement suivis d'une mise en stratégie progressive du changement climatique par l'introduction de nouveaux savoirs au département de la Défense. Avec une focale sur le cas de la France, Angélique Palle et Édouard Jolly analysent les transformations induites par la saisie des questions de transition énergétique et de changement climatique par les forces armées et montrent les conséquences en termes de responsabilité tant sur le plan stratégique qu'opérationnel. Les articles de Manuela Garcia Nyangono Noa et de Dhanasree Jayaram complètent ces analyses en interrogeant la régionalisation de ces processus. D'une part, Manuela Garcia Nyangono Noa explore la définition et la mise en application de la sécurité environnementale dans les politiques de construction et consolidation de la paix de l'Union africaine. D'autre part, Dhanasree Jayaram s'intéresse au discours régional en matière de sécurité environnementale en Asie du Sud et montre une tendance à la régionalisation qui s'incarne par une plus grande coopération notamment dans les domaines de l'assistance humanitaire et du secours en cas de désastres. Enfin, deux autres articles explorent les arènes internationales. Tout en orientant l'analyse empirique sur la position de la France au Conseil de sécurité de l'ONU, Philippe Bonditti et Sofia Kabbej dévoilent le développement d'un régime de gouvernance qui participe à la construction du

12. <http://www.aeges.fr/groupe-travail/environnement-climat/>.

changement climatique et des dégradations environnementales en menaces sécuritaires tant à l'échelle nationale qu'internationale. L'article de Judith Nora Hardt et Jürgen Scheffran s'interroge quant à lui sur la notion de sécurité planétaire et la manière dont elle est conçue dans le cadre de la *Planetary Security Initiative*.

Le forum vient finalement compléter ces articles en apportant des analyses supplémentaires. Annica Waleij de l'Agence suédoise de recherche pour la défense (FOI) montre l'évolution de la gestion des risques environnementaux et des politiques de réduction de l'empreinte écologique des forces armées, notamment suédoises. Nicolas Regaud, ancien conseiller spécial de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie du ministère de la Défense (DGRIS), analyse le développement d'une politique de sécurité climatique de la défense française en Indo-Pacifique. Bastien Alex présente l'expérience de l'Observatoire Défense et Climat soutenu par le ministère des Armées, qu'il a codirigé entre 2016 et 2020. Matti Lehtonen du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) propose un historique des activités du système onusien en matière de risques sécuritaires climatiques. Enfin, l'équipe du Center for Climate and Security de Washington, DC, Michael Thomas, Rachel Fleishman, Francesco Femia et Caitlin Werrell, propose une recomposition de l'architecture de gouvernance mondiale de la sécurité climatique autour de l'idée de « responsabilité de préparer et de prévenir » (R2P2).

Ensemble, ces contributions dévoilent les pratiques environnementales du monde de la défense et leurs évolutions dans le temps. Elles explorent comment les enjeux environnementaux sont saisis notamment à travers l'étude des politiques de transition énergétique et d'adaptation au changement climatique. Elles mettent aussi au jour les discours et pratiques d'appropriation des forces armées dont l'action s'étend progressivement au domaine environnemental. Ces contributions développent ainsi un regard plus critique sur les stratégies à l'œuvre dans l'intégration de l'environnement dans le secteur de la défense et sur les enjeux politiques d'une potentielle militarisation de la nature. Dans cette introduction, nous proposons une mise en perspective des thèmes abordés dans ces articles avec la littérature, mais aussi avec les grandes questions de sciences sociales sous-jacentes à l'exploration du nexus environnement/climat-défense/sécurité.

## PENSER LES LIENS ENTRE ENVIRONNEMENT, CLIMAT ET SÉCURITÉ

Cette première partie propose un panorama succinct de la littérature autour de trois grandes thématiques : les implications opérationnelles et

capacitaires des questions environnementales, l'environnement comme menace sécuritaire, la consolidation de la paix environnementale.

## L'environnement, enjeu opérationnel et capacitaire

Dès la fin des années 1950, les préoccupations à l'égard des effets de l'activité humaine sur l'environnement et la santé publique se multiplient. Les impacts environnementaux de l'utilisation des armes chimiques et nucléaires sont progressivement dénoncés, conduisant notamment à l'adoption de la Convention ENMOD en 1976 – Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles. La décennie suivante marque une reconnaissance croissante des enjeux de protection de l'environnement en cas de conflit : le Conseil de sécurité de l'ONU adopte, par exemple, la résolution 687 qui introduit, pour la première fois en droit international, la responsabilité des États vis-à-vis des dégradations environnementales résultant des activités militaires menées à l'étranger<sup>13</sup> – dans ce cas, il s'agit de la responsabilité de l'Iraq pour ses actions au Koweït. Ces préoccupations croissantes se traduisent aussi par la publication de lignes directrices sur la protection de l'environnement pour les manuels d'instruction militaire<sup>14</sup>.

Alors que l'élimination des armes de destruction massive produites pendant la guerre froide a mis à l'agenda la question du nettoyage des actions militaires, les enjeux d'efficience énergétique ont également contribué à un plus grand investissement des armées dans le domaine de l'environnement. Aux intérêts économiques incitant à réduire les dépenses d'énergie, s'ajoutent en effet des enjeux stratégiques puisque les lourdes pertes occasionnées lors du transport et de la livraison des carburants sur les théâtres d'opération motivent les états-majors à trouver d'autres ressources, notamment par le biais de projets fondés sur l'utilisation de l'énergie solaire et l'isolation. Ainsi observe-t-on un verdissement progressif des armées qui tentent de réduire leur empreinte écologique pour ces raisons économiques et stratégiques<sup>15</sup> mais également pour manifester leur engagement dans la lutte contre la crise

13. Luan Low et David Hodgkinson, « Compensation for Wartime Environmental Damage : Challenges to International Law after the Gulf War », *Virginia Journal of International Law*, 1994-1995, 35, p. 406.

14. *Décennie des Nations unies pour le droit international*, Rapport du secrétaire général, A/49/323, 19 août 1994, annexe : Directives pour les manuels d'instruction militaire sur la protection de l'environnement en période de conflit armé. Voir aussi la contribution d'Annica Waleij dans ce numéro.

15. Voir les contributions d'Adrien Estève, d'Angélique Palle et d'Édouard Jolly, ainsi que d'Annica Waleij dans ce numéro.

écologique et climatique. Les préoccupations originelles concernant la protection de l'environnement en cas de conflit armé se sont donc muées en défis d'ordre économique, stratégique et symbolique auxquels le monde militaire ne peut plus échapper.

Dans un contexte de dérèglement climatique, l'environnement des théâtres d'opération est aussi amené à évoluer, avec des températures plus extrêmes et des phénomènes météorologiques violents auxquels les forces armées doivent déjà s'adapter dans certaines régions du monde<sup>16</sup>. La transformation du climat de la guerre a donc des implications opérationnelles, en particulier humaines et logistiques, y compris des aspects matériels puisque les équipements de défense doivent être adaptés aux (nouvelles) contraintes climatiques. L'exigence d'adaptation s'exerce aussi d'un point de vue plus réglementaire, l'industrie de défense étant concernée par les normes environnementales et climatiques imposées tant au niveau international qu'europpéen et national. La directive européenne REACH (*Registration, Evaluation, Authorization and Restriction of Chemicals*), entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2007, est un exemple marquant des impacts des évolutions législatives. L'objectif de la directive est en effet de cartographier les risques sanitaires et environnementaux des activités industrielles sur le territoire européen, en incluant indistinctement les industries civiles et militaires des pays de l'Union. Elle responsabilise ainsi les acteurs industriels, chargés de participer activement au contrôle des sites à risque<sup>17</sup>. Depuis 2008, la directive vise à bannir un nombre considérable de composants chimiques que l'industrie de défense utilise depuis maintes années. Outre le travail important que représente la mise en conformité, elle conduit, en France, à une forme de veille réglementaire pour anticiper les futures substances bannies, accompagnée d'une mission de sensibilisation à l'éco-conception au sein de la Direction générale de l'armement (DGA).

### De la guerre des ressources au multiplicateur de risques : sécuriser l'environnement et le climat

Au sein des études de sécurité, l'intérêt pour les questions environnementales est relativement récent. Au cours des années 1990, l'influence des phénomènes environnementaux (raréfaction des ressources, dégradation des sols, changement climatique) sur la conflictualité armée a particulièrement retenu l'attention. Le travail fondamental de Thomas

16. Regaud, Alex et Gémenne (dir.), *La guerre chaude*, op. cit.

17. Jean-Noël Jouzel et Pierre Lascoumes, « Le règlement REACH : une politique européenne de l'incertain. Un détour de régulation pour la gestion des risques chimiques », *Politique européenne*, 33 (1), 2011, p. 185-214.

Homer-Dixon<sup>18</sup> a initié de nombreuses recherches visant à explorer les liens de causalité entre ressources naturelles et conflits. Ces travaux s'interrogent tant sur les tensions générées par l'épuisement des ressources, telles que la raréfaction de l'eau ou la disparition de terres arables, que sur les rivalités liées à leur abondance, en particulier dans le cas de ressources à haute valeur ajoutée comme les diamants. Ils cherchent à isoler les ressources naturelles comme facteur dans le déclenchement des conflits, mais aussi dans le financement de l'action armée<sup>19</sup>. Plus récemment, une autre littérature, parfois critique, s'est focalisée sur des cas d'étude précis. Ces contributions analysent par exemple le rôle du changement climatique dans l'éruption des Printemps arabes<sup>20</sup>, ou encore questionnent les liens complexes entre les sécheresses, les migrations forcées, les réponses gouvernementales inadéquates et le déclenchement de la guerre civile en Syrie<sup>21</sup>.

Ces travaux ont marqué l'émergence d'une littérature variée explorant différentes dimensions de la sécurité environnementale. Les premières recherches ont tout d'abord élargi la définition classique de la sécurité nationale pour y inclure les questions environnementales parmi les potentielles causes de tensions. En parallèle, les études sur la sécurité humaine ont intégré l'environnement, notamment les phénomènes météorologiques extrêmes, comme source possible d'insécurité pour les êtres humains et les communautés. Les approches en termes de sécurité écologique mettent quant à elles l'accent sur les écosystèmes comme objet menacé, faisant écho à la pensée critique<sup>22</sup>. En parallèle de la lecture positiviste des liens de causalité entre conflits armés et ressources naturelles, une approche plus critique a en effet émergé au sein de l'écologie politique, de la géographie et des études de sécurité pour

18. Thomas F. Homer-Dixon, « On the Threshold : Environmental Changes as Causes of Acute Conflict », *International Security*, 16 (2), 1991, p. 76-116 ; Thomas F. Homer-Dixon, « Environmental Scarcities and Violent Conflict : Evidence from Cases », *International Security*, 19 (1), 1994, p. 5-40 ; Thomas Homer-Dixon, *Environment, Scarcity, and Violence*, Princeton, Princeton University Press, 1999.

19. Philippe Le Billon, « The Political Ecology of War : Natural Resources and Armed Conflicts », *Political Geography*, 20 (5), 2001, p. 561-584.

20. Sarah Johnstone et Jeffrey Mazo, « Global Warming and the Arab Spring », *Survival*, 53 (2), 2011, p. 11-17.

21. Peter H. Gleick, « Water, Drought, Climate Change, and Conflict in Syria », *Weather, Climate, and Society*, 6 (3), 2014, p. 331-340 ; François Gemenne, Jon Barnett, W. Neil Adger *et al.*, « Climate and Security : Evidence, Emerging Risks, and a New Agenda », *Climatic Change*, 123, 2014, p. 1-9 ; Colin P. Kelley, Shahrzad Mohtadi, Mark A. Cane *et al.*, « Climate Change in the Fertile Crescent and Implications of the Recent Syrian Drought », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 112 (11), 2015, p. 3241-3246.

22. Matt McDonald, *Ecological Security*, Cambridge, Cambridge University Press, 2021.

contester les modèles qui lieraient trop facilement les enjeux environnementaux aux problèmes d'insécurité. Elle apporte d'autres types de questionnements. Tout d'abord, elle s'interroge sur les acteurs touchés par ces insécurités, en particulier les populations vulnérables et la planète elle-même plutôt que l'État-nation<sup>23</sup>. Elle étudie également les dimensions historiques, matérielles et spatiales des « menaces environnementales », en prenant en compte l'héritage colonial, les dynamiques de pouvoir et la coexistence de la coopération et du conflit à travers le temps<sup>24</sup>. Enfin, la recherche sur la sécurisation (*securitization* en anglais), inspirée des travaux de l'école de Copenhague<sup>25</sup> et d'autres approches critiques<sup>26</sup>, déconstruit le cadrage sécuritaire et étudie ses caractéristiques dans différents espaces sociaux<sup>27</sup>. Elle vise à comprendre comment et pourquoi un enjeu environnemental est considéré comme relevant de la sécurité : elle interroge les intérêts politiques qui motivent les discours alarmistes<sup>28</sup> et attire l'attention sur les risques découlant de raccourcis simplistes entre environnement, climat et sécurité<sup>29</sup>.

Les travaux critiques sur l'environnement et la sécurité ont aussi mis au jour d'autres cadrages à travers lesquels les forces armées se saisissent des questions environnementales. Ces recherches montrent en particulier que le changement climatique, en tant que phénomène global et de long terme, n'est pas nécessairement appréhendé comme une menace existentielle dans le monde de la défense, mais plus comme un multiplicateur de menaces, ou plus récemment comme un multiplicateur

23. Jon Barnett, *The Meaning of Environmental Security : Ecological. Politics and Policy in the New Security Era*, Londres, Zed Books, 2001 ; Simon Dalby, *Environmental Security*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2002 ; Simon Dalby, *Security and Environmental Change*, Cambridge, Polity, 2009.

24. Le Billon, « The Political Ecology of War », *op. cit.*, p. 561-584 ; Naho Mirumachi, *Transboundary Water Politics in the Developing World*, Londres, Routledge, 2015.

25. Barry Buzan, Ole Wæver et Jaap de Wilde, *Security : A New Framework for Analysis*, Boulder, Co., Lynne Rienner Publishers, 1998.

26. Jef Huysmans, *The Politics of Insecurity : Fear, Migration and Asylum in the EU*, Londres, Routledge, 2006 ; Didier Bigo, « The (In)securitization Practices of the Three Universes of EU Border Control : Military/Navy-Border Guards/Police-Database Analysts », *Security Dialogue*, 45 (3), 2014, p. 209-225 ; Thierry Balzacq, « The 'Essence' of Securitization : Theory, Ideal Type, and a Sociological Science of Security », *International Relations*, 29 (1), 2015, p. 103-113.

27. Franziskus von Lucke, Zehra Wellmann et Thomas Diez, « What's at Stake in Securitising Climate Change ? Towards a Differentiated Approach », *Geopolitics*, 19 (4), 2014, p. 857-884.

28. Rita Floyd, « Can Securitization Theory Be Used in Normative Analysis ? Towards a Just Securitization Theory », *Security Dialogue*, 42 (4-5), 2011, p. 427-439.

29. Rita Floyd, *Security and the Environment : Securitisation Theory and US Environmental Security Policy*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010 ; Matt McDonald, « The Failed Securitization of Climate Change in Australia », *Australian Journal of Political Science*, 47 (4), 2012, p. 579-592.

de risques<sup>30</sup>. Le concept de « risquification » a ainsi été proposé pour désigner le processus de reformulation de certaines problématiques de sécurité, comme le terrorisme, en termes de risque<sup>31</sup>. Ce processus modifie la perception des enjeux, qui apparaissent comme quantifiables, mesurables, potentiellement prévisibles et surtout à même d'être gérés<sup>32</sup>. Il légitime la création d'institutions expertes chargées de produire des évaluations du risque en série, créant paradoxalement un sentiment d'insécurité et d'omniprésence du danger. Cette dynamique a pu être observée dans le cas de la prise en compte des risques climatiques par les organisations de défense<sup>33</sup>, montrant le basculement historique vers une approche sécuritaire du risque non seulement dans les secteurs de la défense, mais aussi des migrations, ou encore du développement<sup>34</sup>. Enfin, les contributions critiques attirent en outre l'attention sur l'émergence de pratiques de sécurité issues du domaine environnemental : la sécurisation de l'environnement conduit à une transformation des pratiques quotidiennes du champ de la sécurité de plus en plus tourné vers la prévention des risques notamment<sup>35</sup>. Dans la continuité de ces résultats, d'autres travaux avancent que le succès de la thématique climatique au niveau mondial pousse de plus en plus d'acteurs à « climatiser » leurs agendas, c'est-à-dire à reformuler leurs priorités dans des termes climatiques<sup>36</sup>. Ce processus implique des acteurs hétérogènes comme des multinationales, des fondations philanthropiques, des organisations non gouvernementales ou des mouvements sociaux<sup>37</sup>, mais également des organisations internationales comme le Conseil de sécurité des Nations unies<sup>38</sup>. L'étude de la climatisation renverse ainsi

30. Chad M. Briggs, « Climate Security, Risk Assessment and Military Planning », *International Affairs*, 88 (5), 2012, p. 1049-1064.

31. Mikkel Vedby Rasmussen, *The Risk Society at War : Terror, Technology and Strategy in the Twenty-First Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006.

32. Olaf Corry, « Securitisation and 'Riskification' : Second-Order Security and the Politics of Climate Change », *Millennium*, 40 (2), 2012, p. 235-258.

33. Adrien Estève, « Preparing the French Military to a Warming World : Climatisation through Riskification », *International Politics*, 58 (4), 2021, p. 600-618.

34. Angela Oels, « From 'Securitization' of Climate Change to 'Climatization' of the Security Field : Comparing Three Theoretical Perspectives », dans J. Scheffran, M. Brzoska, H. G. Brauch, P. M. Link et J. Schilling (dir.), *Climate Change, Human Security and Violent Conflict : Challenges for Societal Stability*, Berlin, Springer, 2012, p. 185-205 ; Angela Oels, « Rendering Climate Change Governable by Risk : From Probability to Contingency », *Geoforum*, 45, 2013, p. 17-29.

35. Maria Julia Trombetta, « Environmental Security and Climate Change : Analysing the Discourse », *Cambridge Review of International Affairs*, 21 (4), 2008, p. 585-602 ; von Lucke, Wellmann et Diez, « What's at Stake in Securitising Climate Change ? », *op. cit.*

36. Stefan C. Aykut, *Climatiser le monde*, Versailles, Quae, 2020.

37. Stefan C. Aykut, Jean Foyer et Édouard Morena (dir.), *Globalising the Climate : COP21 and the Climatisation of Global Debates*, Londres, Routledge, 2017.

38. Maertens, « Climatising the UN Security Council », *op. cit.*

l'attention : alors que les recherches sur la sécurisation ont montré ce que la sécurité faisait à l'environnement, une approche en termes de climatisation dévoile combien la crise climatique peut transformer le secteur de la défense<sup>39</sup>.

## L'environnement comme plateforme de pacification

En parallèle de ces débats, a émergé une forme de communauté de pratiques à la croisée de la recherche académique, de la recherche-action des think tanks et des activités d'expertise des organisations internationales, autour du concept de « consolidation de la paix environnementale » (*environmental peacebuilding*). L'objectif initial de ses membres était triple : étudier les conséquences des conflits armés sur l'environnement, comprendre le rôle des questions environnementales dans le déclenchement et la poursuite des conflits armés, et explorer l'utilisation de l'environnement comme plateforme de coopération et de consolidation de la paix<sup>40</sup>. Ce dernier objectif s'inscrit dans la continuité des travaux de Ken Conca et de Geoffrey Dabelko sur le rétablissement de la paix par l'environnement – *environmental peacemaking*<sup>41</sup> – et de Saleem Ali sur les *peace parks* qui créent des espaces transfrontaliers de paix et de protection de l'environnement dans une zone de tensions<sup>42</sup>. Il s'agit d'utiliser le caractère supposément moins central et controversé de l'environnement pour créer un espace social où les parties en conflit peuvent se rencontrer, discuter et coopérer dans la perspective de développer des solutions communes<sup>43</sup>. L'environnement permettrait à la fois de construire la confiance entre les parties en conflit, de symboliser une coopération pacifique réussie et de soutenir des changements d'état d'esprit favorisant l'élaboration de projets communs<sup>44</sup>. Ce champ d'étude en expansion entend donc identifier des mécanismes de causalité entre environnement et conflictualité tout en intégrant les critiques qui ont dénoncé les travaux qui ont isolé le facteur environnemental

39. Stefan C. Aykut et Lucile Maertens, « The Climatization of Global Politics : Introduction to the Special Issue », *International Politics*, 58 (4), 2021, p. 501-518.

40. Achim Maas, Alexander Carius et Anja Wittich, « From Conflict to Cooperation ? Environmental Cooperation as a Tool for Peace-Building », dans Rita Floyd et Richard Matthew, *Environmental Security : Approaches and Issues*, Londres, Routledge, 2012, p. 104.

41. Ken Conca et Geoffrey D. Dabelko (dir.), *Environmental Peacemaking*, Washington (D. C.), Woodrow Wilson Center Press, 2002.

42. Saleem H. Ali (ed.), *Peace Parks. Conservation and Conflict Resolution*, Cambridge (Mass.), The MIT Press, 2007.

43. Maas, Carius et Wittich, « From Conflict to Cooperation ? », *op. cit.*, p. 104.

44. *Ibid.*

d'autres dynamiques sociales, économiques et politiques plus complexes<sup>45</sup>. Au-delà du focus sur les liens entre environnement, conflit, paix et sécurité, il cherche aussi à identifier des opportunités environnementales pour construire une paix durable, tout en développant un programme de recherche innovant incluant des questions aussi variées que les enjeux de genre ou les nouvelles technologies<sup>46</sup>.

## UN AGENDA EN TRANSFORMATION

Les résultats des différentes contributions réunies dans ce numéro pointent vers trois conclusions qui complètent la littérature que nous venons de résumer : l'environnement est construit et abordé comme une double priorité pour le monde de la défense, d'une part sur le plan de la gestion de leur empreinte écologique, d'autre part en matière de réflexions stratégiques sur le rôle de l'environnement dans les situations d'insécurité et de conflit ; les organisations de défense sont transformées par la crise écologique et doivent déployer de nouveaux savoirs et de nouvelles pratiques ; l'international constitue un espace incontournable de la sécurité climatique s'incarnant par des jeux d'échelles et des allers-retours permanents entre le local, le national, le régional et le mondial.

### Entre empreinte et stratégie : une double priorité

Sur la base des contributions réunies dans ce numéro, la première conclusion que nous tirons concerne la place accordée aux questions environnementales au sein des organisations de défense. Ces dernières intègrent les exigences d'adaptation dans une perspective avant tout pragmatique mais restent principalement concernées par les problématiques stratégiques.

Du point de vue de l'empreinte écologique des activités de défense, ce numéro montre que la réflexion s'oriente avant tout vers l'utilisation optimale de l'énergie en opérations extérieures, afin de garantir la sécurité des approvisionnements et de la chaîne logistique. Cette tendance est particulièrement illustrée par la Stratégie énergétique du ministère

45. Tobias Ide, « The Dark Side of Environmental Peacebuilding », *World Development*, 127, 2020, p. 1047-1077.

46. Ashok Swain et Joakim Öjendal, *Routledge Handbook of Environmental Conflict and Peacebuilding*, Londres, Routledge, 2018 ; Tobias Ide, Carl Bruch, Alexander Carius, Ken Conca, Geoffrey D. Dabelko, Richard Matthew, Erika Weinthal, « The Past and Future(s) of Environmental Peacebuilding », *International Affairs*, 97 (1), 2021, p. 1-16.

des Armées publiée en novembre 2020. Si des innovations technologiques sont parfois envisagées pour améliorer le mix énergétique, introduisant des sources renouvelables d'énergie (solaire), elles ne sont mises en œuvre que lorsqu'un gain opérationnel est probable. En d'autres termes, l'ordre des priorités reste inchangé : l'engagement des forces armées en matière d'empreinte environnementale ne peut être considéré s'il venait au détriment des besoins stratégiques, même s'il existe un intérêt pour la réduction des pollutions et des émissions carbonées dans certaines armées du monde, comme l'expose la contribution d'Annica Waleij sur la Suède.

Les contributions réunies dans ce numéro montrent ensuite que la principale source de réflexion environnementale des organisations de défense concerne le rôle de l'environnement et du climat dans les situations d'insécurité et de conflit. Cela se traduit par le financement et le développement d'une prospective stratégique chargée d'anticiper les risques sécuritaires accentués par le changement climatique dans certaines régions du monde (Sahel, Arctique), mais aussi sur le territoire national. Depuis le début des années 2000, des événements climatiques extrêmes comme l'ouragan Katrina en 2005, mais aussi l'ouragan Harvey et l'ouragan Irma en 2017, des méga-incendies comme en Californie ou au Canada, ou encore des inondations meurtrières en Belgique et en Allemagne pendant l'été 2021 voient en effet les forces armées être mobilisées pour secourir les populations et sécuriser les zones sinistrées sur le territoire national ou ultramarin. De même, les risques climatiques qui menacent les infrastructures civiles et militaires font l'objet d'une attention plus soutenue de la part des organisations de défense, notamment en zone côtière face aux risques de submersion marine liés à la montée des eaux. Comme le montrent les articles d'Adrien Estève, de Judith Nora Hardt et de Jürgen Scheffran, mais aussi de Dhanasree Jayaram, cette prospective conduit à valoriser certains savoirs et à introduire de nouvelles approches dans la réflexion stratégique, comme la modélisation climatique ou encore le concept de sécurité climatique, voire planétaire.

## Les organisations de défense à l'heure de la crise écologique : nouveaux savoirs, nouvelles pratiques

Une deuxième conclusion ressort de ce numéro spécial : d'une part, la crise écologique conduit à la production de nouveaux savoirs qui peuvent remettre en cause les relations de pouvoir en interne, d'autre part, elle engendre de nouvelles pratiques pour les organisations de défense.

L'intégration de préoccupations environnementales et climatiques au sein des organisations de défense se traduit par des changements internes, potentiellement déstabilisateurs pour les relations hiérarchiques établies. Elle conduit en effet à une répartition de nouvelles missions entre les services, avec les rivalités que cela peut susciter, notamment entre les équipes chargées des politiques environnementales de défense et du « verdissement » de l'organisation et les bureaux qui s'occupent de la prospective stratégique et de l'anticipation des effets sécuritaires du changement climatique. Les différentes échelles de prise en compte du problème peuvent aussi faire émerger des tensions entre les services les plus internationalisés des organisations de défense, chargés d'animer de nouveaux réseaux sur la sécurité climatique, et ceux plus concernés par la gestion écologique des installations et des bases militaires<sup>47</sup>. Comme le montrent Judith Nora Hardt et Jürgen Schefran dans ce numéro, de nouveaux forums internationaux ou européens, comme la *Planetary Security Initiative*, facilitent les rencontres entre ces acteurs plus internationalisés et la circulation des pratiques. L'introduction d'une expertise sur la sécurité climatique conduit aussi à interroger la place de ces nouveaux collectifs savants dans les mécanismes internes de prise de décision, comme le montre Adrien Estève dans le cas des États-Unis. En dépit des alternances politiques, ces collectifs parviennent en effet à conserver la capacité d'influencer les décisions, que ce soit en s'impliquant dans des think tanks (principalement dans le cas des administrations républicaines) ou bien en intégrant directement le Pentagone (principalement dans le cas des administrations démocrates).

Enfin, la mise à l'agenda des questions environnementales accompagne une évolution des missions et des pratiques d'intervention des forces armées, de plus en plus concernées par les crises écologiques, notamment dans les Suds. Après avoir retracé un processus d'africanisation des missions de paix avec l'engagement croissant de l'Union africaine et de ses casques verts, Manuela Garcia Nyangono Noa explore la construction d'une doctrine de l'Union africaine en matière de sécurité environnementale et sa mise en œuvre dans les politiques de protection de l'environnement appliquées par les casques verts. Dhanasree Jayaram montre également combien la question de la sécurité environnementale et climatique a conduit les mécanismes de coopération militaire régionale en Asie du Sud à évoluer et à revoir leurs pratiques pour accorder

47. Adrien Estève, « La construction d'une stratégie d'influence épistémique dans les négociations internationales : le cas de l'International Military Council on Climate and Security », *Négociations*, 2020/2 (34), p. 33-46.

plus de place aux interventions en cas de catastrophe naturelle et, plus généralement, de crise climatique.

## L'international comme espace incontournable de la sécurité environnementale et climatique

La troisième et dernière conclusion que nous tirons des contributions réunies dans ce numéro porte sur la dimension transnationale des pratiques de sécurité environnementale et climatique. Les arènes multilatérales et les groupes d'expertise transnationaux ont en effet une place centrale dans l'émergence et la circulation des politiques de défense et des pratiques de sécurité touchant aux questions environnementales et climatiques.

D'une part, comme l'atteste la contribution d'Adrien Estève, les arènes internationales jouent un rôle majeur dans la production de cadres normatifs qui sont ensuite repris, reformulés et réinterprétés à l'échelle nationale, dans ce cas par l'état-major des États-Unis. Ainsi les concepts de sécurité humaine et sécurité environnementale développés au sein des organisations internationales viennent nourrir les réflexions menées sur ces sujets au niveau national, qui en retour contribuent aux débats en la matière dans les arènes internationales (voir les contributions d'Annica Waleij et de Matti Lehtonen dans ce numéro). Ces arènes constituent également des espaces de production d'expertise visant à consolider la mise à l'agenda de la sécurité environnementale et l'appropriation de ces questions par le monde de la défense. La *Planetary Security Initiative* qu'ont étudiée Judith Nora Hardt et Jürgen Scheffran est un exemple concret de mise en réseau de groupes d'expertise qui développent conjointement une nouvelle définition de la sécurité – la sécurité planétaire – qui vise à transformer les pratiques de défense (voir également la contribution de Michael Thomas, Rachel Fleishman, Francesco Femia et Caitlin Werrell).

D'autre part, les contributions dévoilent la circulation des discours au-delà des frontières nationales notamment par des processus d'internationalisation et de régionalisation des pratiques de sécurité environnementale et climatique. Tout comme l'étude de la *Planetary Security Initiative*, l'article de Philippe Bonditti et Sofia Kabbej dévoile la diffusion d'un discours sur les menaces environnementales et climatiques qui participe au développement d'un régime de gouvernance à la fois local et global, national et international. Ici encore les arènes multilatérales constituent des espaces de circulation d'un tel discours. Les articles de Manuela Garcia Nyangono Noa et de Dhanasree Jayaram s'intéressent quant à eux à la régionalisation des pratiques de sécurité environnementale. À partir respectivement du cas des opérations de paix de

l'Union africaine et des pratiques militaires en Asie du Sud, ces études mettent en évidence deux manières d'analyser les processus de régionalisation : d'un côté, Manuela Garcia Nyangono Noa dévoile la mise en application de la sécurité environnementale par une organisation internationale régionale, de l'autre Dhanasree Jayaram met au jour des formes de coopération entre forces armées des pays d'Asie du Sud qui conduisent au développement d'une approche régionale de la sécurité environnementale. Ensemble ces contributions montrent l'importance d'une lecture transcalaire pour comprendre l'inclusion des questions environnementales et climatiques dans les politiques de défense.

## CONCLUSION : QUESTIONNEMENTS ÉMERGENTS ET RECHERCHES FUTURES

Enfin, ce numéro spécial rejoint plusieurs grandes questions en sciences sociales, qui pourraient donner lieu à des recherches ultérieures. Tout d'abord, résonnant avec les thématiques centrales de la science politique, il interroge la place de l'État dans la prise en compte des effets sécuritaires de la crise écologique mondiale. En effet, les phénomènes environnementaux et climatiques remettent en cause les limites territoriales et temporelles de l'État, incitant à repenser la sécurité au-delà d'une vision purement nationale et territoriale. Les travaux émergents sur la sécurité écologique d'une part, et sur la sécurité planétaire d'autre part, nous invitent à dépasser le stato-centrisme et à considérer de nouveaux référentiels de la sécurité, comme les écosystèmes ou le système Terre dans son ensemble. Cela pose également la question du rôle des armées et des limites de la militarisation des enjeux écologiques.

Ce numéro encourage aussi le développement du comparatisme et l'enrichissement de ce champ d'étude par de nouvelles recherches sur les liens entre défense, environnement et climat en mettant en perspective plusieurs cas d'étude jusqu'à présent essentiellement analysés de manière isolée. De même, des travaux sur l'emploi des forces armées à la suite d'une catastrophe naturelle dans différents contextes nationaux et régionaux ou sur le développement de partenariats et d'initiatives régionales ou internationales sont nécessaires afin d'identifier des tendances communes et élaborer des modèles d'analyse pour comparer les différentes pratiques et identifier les spécificités nationales et/ou régionales en matière de sécurité environnementale et climatique.

Ensuite, les différentes contributions invitent à approfondir l'étude des réseaux d'expertise transnationaux et de la circulation des pratiques

au-delà des frontières nationales. Les organisations internationales telles que l'ONU produisent des savoirs qui se diffusent au sein de leurs membres tout en mettant en place des forums de discussion où circulent concepts et pratiques. On observe ainsi une co-construction des espaces de gouvernance des enjeux de sécurité environnementale et climatique au niveau national et international, invitant les travaux de recherche à ne pas limiter leur analyse à l'échelle nationale.

Enfin, ce numéro spécial a montré la difficulté d'isoler la variable environnementale des autres facteurs intervenant dans les dynamiques conflictuelles tout comme dans les politiques de défense et sécurité. L'étude de l'interaction entre les différents grands problèmes mondiaux permettrait de mettre au jour les effets des jeux de priorisation notamment dans des contextes de crise. Rendre compte tant des intérêts multiples et contrastés que de l'enchevêtrement des problèmes dans des crises multidimensionnelles semble indispensable pour le développement de réponses politiques adéquates.

*Remerciements* : Nous remercions l'ensemble des personnes qui ont accepté de contribuer à ce numéro pour la qualité de leurs articles mais également pour les échanges constructifs tout au long de ce processus. Nous adressons aussi nos sincères remerciements à Alice Baillat qui a accompagné l'émergence de ce projet. Nous remercions également Massimo Pico pour son précieux travail de relecture.